

« L'accès à des toilettes propres et sûres participe de l'exercice des droits humains »

CHRONIQUE



Philippe Bernard

Editorialiste au « Monde »

Les besoins privés couvrent une multitude d'enjeux, dont celui de dignité, constate, dans sa chronique, Philippe Bernard, éditorialiste au « Monde ».

Publié hier à 06h30, modifié hier à 06h30 | Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés



Une vespasienne, à côté de la prison de la Santé, à Paris (14^e arrondissement), en janvier 2013. JACQUES DEMARTHON/AFP

Nous y passons en moyenne six mois de notre vie mais, en France, nous n'en parlons pas, sauf d'un air gêné ou agacé. Il faut dire que les toilettes françaises, dans leur version publique au moins, s'inscrivent plutôt au tableau des hontes qu'à celui des fiertés nationales. Six Français sur dix les trouvent sales. Une proportion qui monte à 87 % parmi les femmes de moins de 30 ans, selon un sondage IFOP de 2021.

Ce tabou social, l'un des derniers, masque une multitude d'enjeux (sanitaires, sociaux, sociétaux, urbains, environnementaux) qui sont largement débattus sous d'autres latitudes. Aux Etats-Unis, [les livreurs Uber](#) sont en lutte pour le droit d'utiliser les commodités des restaurants et les revendications des transgenres fournissent le prétexte à une très politique « [guerre des toilettes](#) » ; en Inde, la « [lutte contre la défécation en plein air](#) » est une cause nationale ; au Japon, la technologie transforme les « petits coins » en lieux de soulagement du corps et de l'esprit, siège chauffant et ambiance musicale à l'appui.

Il fallait au sociologue Julien Damon de solides recherches, une curiosité insatiable et une plume à l'abri des innombrables jeux de mots faciles sur le sujet pour présenter aux Français, a priori rétifs, un traité illustré aussi passionnant que sérieux intitulé *Toilettes publiques. Essai sur les commodités urbaines* (Presses de Sciences Po, 210 pages, 16 euros). Des vespasiennes, à la fois iconiques et suspectes, longtemps inscrites dans le paysage parisien, aux prototypes de toilettes high-tech, véritables laboratoires d'analyse permanente de nos données de santé, voire unités de méthanisation, la démonstration du caractère crucial et universel de cet objet d'études est convaincante. « *Se préoccuper des toilettes publiques revient à s'inquiéter du monde* », résume l'auteur.

Lire aussi :  [A Paris, les toilettes publiques de la Madeleine se muent en destination touristique](#)



On l'a oublié, les besoins privés ont longtemps constitué, dans des pays comme la France, un enjeu public de première importance lié aux risques d'épidémie dans des villes de plus en plus denses. Seule la généralisation de l'équipement des logements a fait disparaître la question du premier plan et, avec elle, nombre de toilettes publiques. Se rappelle-t-on que, en 1946, 80 % des logements étaient dépourvus de toilettes intérieures, et que ce taux atteignait encore 43 % en 1968 ?

Risques d'épidémie

De nos jours, le sujet revient en force en raison de la mobilité croissante des modes de vie et d'une prise de conscience : celle de la gêne occasionnée à tous par l'insuffisance et la saleté des lieux qui y sont dévolus – en particulier les SDF, livreurs, postiers, chauffeurs de taxi mais aussi les élèves – et de la discrimination dont les femmes sont les victimes. Pour ces dernières, les toilettes publiques sont à la fois un lieu d'anxiété et de colère. Elles attendent, au surplus sous le regard des hommes, parce que « *des normes trop égalitaires* [en matière de mètres carrés alloués à chaque sexe] *pèsent sur des physiologies et des comportements inégaux* », explique Julien Damon. L'auteur propose de multiplier les urinoirs féminins et d'agrandir l'espace toilettes des femmes au détriment de celui des hommes. La discrimination positive au service de la « *parité urinaire* », selon l'expression anglo-saxonne.

En parallèle, les demandes des personnes transgenres et non binaires posent la question de la mixité (en vigueur de fait dans les trains et les avions) ou de la création, plus compliquée, d'une troisième catégorie de « W-C. neutres ». Déjà, des designers graphistes s'attellent à créer de nouveaux pictogrammes destinés à gommer les différences entre les sexes pour plus d'égalité.

Lire aussi l'enquête :  [Quand la signalétique des toilettes fait la chasse aux préjugés](#)



Les enjeux de dignité, présents dans nos villes pour les personnes vivant à la rue, se retrouvent à grande échelle dans des pays du Sud, dont les bidonvilles peuvent être jonchés, comme au Kenya, de « *flying toilets* », des sacs remplis de mictions et d'excréments. La défécation à l'air libre, fréquente en Asie centrale et du Sud, est le lot de la majorité des habitants de pays d'Afrique subsaharienne et une cause importante de maladies.

Grâce aux efforts de l'Inde et de la Chine, les progrès ont été massifs depuis que, en 2000, l'accès de chacun aux toilettes est devenu l'un des objectifs des Nations unies ainsi que le droit fondamental à l'eau potable et à l'assainissement, considéré comme un élément de l'exercice des droits humains.

« Gratuité, propreté, sécurité »

Ironiquement cependant, la dynamique d'équipement en téléphones portables a été plus rapide que celle des toilettes : depuis 2009, selon la Banque mondiale, la population mondiale connectée au réseau mobile a dépassé celle raccordée à l'eau potable et à l'assainissement. Des ONG se sont spécialisées, comme la spirituelle World Toilet Organization (WTO) ou Toilets For All, qui se targue, par exemple, d'installer des toilettes avec récupération de biogaz dans des écoles du Kenya. Signe des temps, des personnalités s'impliquent, comme le milliardaire Bill Gates, avec sa fondation, ou l'acteur Matt Damon, avec son ONG Water.org.

En France, pays qui a donné au monde la Sanisette JCDecaux, mais dont la réputation à l'étranger n'est guère flatteuse, les enjeux sont moins dramatiques. Il s'agit, plaide Julien Damon, de concrétiser, par le biais de règles d'urbanisme et du droit des collectivités territoriales, un « *droit aux toilettes* » satisfaisant le triptyque « *gratuité, propreté, sécurité* ». Les cafés et les magasins, suggère-t-il, pourraient être subventionnés pour ouvrir leurs toilettes à tous.

Les Jeux olympiques de Paris 2024, qui concentreront l'attention du monde et les flux de voyageurs vers la France, pourraient être une bonne occasion de briser le tabou sur la saleté de nos « petits coins ». Et de rehausser sa notation dans un domaine, égalitaire par définition, où le « pays des droits de l'homme » devrait en principe exceller.

Lire aussi :  [Le couple et les toilettes, une longue histoire de gêne](#)



Philippe Bernard (Editorialiste au « Monde »)

Partenaires

Codes promo avec Savings United

Codes Promo PrettyLittleThing

Codes Promo Samsung

Codes Promo ASOS

Codes Promo Nike

Codes Promo Maisons du Monde

Codes Promo Pandora

Codes Promo Uber Eats

Tous les codes promo →

Formation professionnelle Avec Top Formatic

Formation en informatique

Formation en management

Formation en sécurité

Formation de commercial

Formation de secrétaire

Formation en Photoshop

Formation en bien-être

Toutes nos formations →